



Stop au sexisme à l'École !

Des collégiennes et des lycéennes ont pris l'initiative de dénoncer une interprétation sexiste des règlements intérieurs d'établissement notamment à travers la mention « tenue correcte exigée ».

En lançant sur les réseaux sociaux un mouvement tel que #lundi14septembre, elles entendent revendiquer leur droit de s'habiller comme elles le souhaitent, alors que plusieurs d'entre elles ont pu avoir droit à des remarques sexistes allant jusqu'à l'interdiction d'entrer dans leur établissement.

La tenue des filles et des femmes à l'école, au travail, dans la vie, fait toujours l'objet de jugements moraux et de commentaires culpabilisants qui ne sont en fait que des propos sexistes portés par une société restée patriarcale.

Un coup trop long, un coup trop court, un coup trop enveloppant, un coup trop décolleté, le vêtement porté par les filles ne correspond jamais au standard que l'on veut leur imposer.

Le ministre Jean-Michel Blanquer, en répondant « il suffit de s'habiller normalement » cautionne le fait que l'on continue à vouloir indiquer aux filles et aux femmes comment elles doivent se comporter. En évoquant la pression communautaire ou celle de la mode, il oublie un peu vite les pressions que subissent les filles et les injonctions qui leur sont faites concernant leurs vêtements, leur comportement, leur langage etc., les propos sexistes qui leur sont régulièrement adressés, le système d'oppression injuste et insupportable dans lequel elles sont maintenues.

Le ministre aurait bien été inspiré de soutenir ces adolescentes et de faire le nécessaire pour que la lutte contre le sexisme soit une véritable priorité dans l'éducation nationale.

L'École doit permettre non seulement d'identifier les discriminations et les stéréotypes sexistes et de genre mais aussi de les combattre. Cela doit passer par une formation initiale et continue des personnels dédiés à la lutte contre les discriminations dont celles liés à l'égalité femmes-hommes, par la recherche de pratiques pédagogiques innovantes pour lutter contre les modes de domination reproduits à l'école et par une véritable éducation à la sexualité pour les élèves.

Parce que la CGT Éduc'action s'inscrit dans un syndicalisme féministe de lutte, elle apporte son soutien à ces adolescentes qui mène un combat pour leur émancipation, combat essentiel pour toutes et tous. La CGT Éduc'action condamne fermement l'interdiction de la manifestation prévue le 18 septembre à Paris à l'appel du Mouvement National Lycéen. Museler l'expression des jeunes et des femmes est une démonstration réactionnaire que le pouvoir devra assumer en participant à ce système d'oppression imposé par notre société capitaliste et patriarcale.

Montreuil, le 17 septembre 2020